

La reconnaissance de droits des communautés *quilombolas* au Brésil : débats et controverses dans le Vale do Ribeira/SP

Paulo Eduardo Moruzzi Marques

Enseignant-chercheur du Departamento de Economia, Administração e Sociologia, Escola Superior de Agricultura Luiz de Queiroz, Universidade de São Paulo (ESALQ/USP)
Avenida Pádua Dias 11, Caixa Postal 9,
CEP 13418-900 Piracicaba/SP Brésil
Téléphone: 55 19 34178729
Fax: 55 19 34345186
pmarques@esalq.usp.br

Gabriela Narezi

Doctorante en écologie appliquée, (PPGI EA CENA-ESALQ), Escola Superior de Agricultura Luiz de Queiroz, Universidade de São Paulo (ESALQ/USP)
Avenida Pádua Dias 11, Caixa Postal 9,
CEP 13418-900 Piracicaba/SP Brésil
gnarezi@esalq.usp.br

Carla Bueno Chahin

Etudiante d'agronomie à l'ESALQ, Escola Superior de Agricultura Luiz de Queiroz, Universidade de São Paulo (ESALQ/USP)
Avenida Pádua Dias 11, Caixa Postal 9,
CEP 13418-900 Piracicaba/SP Brésil
carlabuenoc@yahoo.com.br



3èmes journées de recherches en sciences sociales

INRA SFER CIRAD

09, 10 & 11 décembre 2009 –Montpellier, France

La reconnaissance de droits des communautés *quilombolas* au Brésil : débats et controverses dans le Vale do Ribeira/SP

Paulo Eduardo Moruzzi Marques^{*}
Gabriela Narezi^{**}
Carla Bueno^{***}

Résumé

Ce travail propose une réflexion sur les projets alternatifs de développement élaborés par des groupes sociaux de la région la plus marginalisée de l'état de São Paulo : le Vale do Ribeira. Moins industrialisée, cette région concentre toutefois la plus grande aire de préservation de la Mata Atlântica encore existante dans l'État, présentant également une diversité notable de formes d'organisation sociale: *quilombolas*, *caiçaras* et indigènes. Depuis ces dernières années, ces communautés ont connu un renforcement grâce au processus de démocratisation brésilienne, favorisant, dans une certaine mesure, la divulgation de leurs revendications et aspirations.

Ce phénomène conduit, dans une certaine mesure, à une revalorisation de pratiques agroalimentaires négligées dans le cadre de la modernisation conservatrice de l'agriculture brésilienne. C'est dans ce contexte que notre étude s'intéresse aux organisations *quilombolas* afin de discuter la diffusion et réception de leurs conceptions et justifications autour de leur projet social, économique et environnemental.

Mots-clés

Développement rural, politiques publiques, communautés quilombolas et durabilité

^{*} Enseignant-chercheur du Programme de troisième cycle en écologie appliquée, Escola Superior de Agricultura Luiz de Queiroz, Universidade de São Paulo (ESALQ/USP)

^{**} Doctorante en écologie appliquée (ESALQ/USP)

^{***} Etudiante d'agronomie (ESALQ/USP)

Introduction

Cette communication s'alimente des éléments de réflexion issus du projet de recherche « Participation sociale et discours sur la durabilité : une étude des dynamiques et conflits autour des projets et politiques publiques de développement rural dans le Vale do Ribeira, Brésil » (financé par la Fondation d'appui à la recherche de São Paulo, Fapesp). Ce projet consiste notamment à étudier le rôle joué par les espaces publics de débat et prise de décision autour des politiques publiques de développement rural. Il s'agit d'examiner dans quelle mesure ces forums favorisent l'expression et la diffusion de projets conçus par des acteurs sociaux historiquement marginalisés des processus politiques. Dans cette optique, l'analyse de différentes perspectives sur le développement s'associe surtout à la propagation des idées autour de la durabilité, admettant l'hypothèse selon laquelle ce dernier thème incite un débat favorisant une réorientation des politiques publiques. Toutefois, la remise en question des valeurs et justifications productivistes et industrielles s'oppose à des croyances culturelles profondément incorporées et à des projets de grande envergure.

Dans le cadre de cette communication, la réflexion vise à mettre en évidence les enjeux autour des projets *quilombolas* de développement pour le Vale do Ribeira. Moins industrialisée, cette région concentre toutefois la plus grande zone de préservation de Mata Atlântica encore existante dans l'état de São Paulo, présentant également une diversité notable concernant les formes d'organisation sociale: *quilombolas*, *caiçaras* et indigènes. Depuis ces dernières années, ces communautés ont connu un renforcement grâce au processus de démocratisation brésilienne, favorisant, dans une certaine mesure, la diffusion de leurs revendications et aspirations.

Dans le champ politique local, les *quilombolas* contribuent à l'élaboration et la diffusion d'une forte critique contre une approche productiviste et industrielle du développement. D'ailleurs, ils dirigent le Mouvement des populations menacées par l'implantation de barrages (MOAB). Notre étude propose une discussion sur les stratégies quilombolas et sur les réactions autour de leurs conceptions : Quelles sont les espaces publics privilégiés par les *quilombolas* ? Quelles sont les résistances et les justifications de l'opposition au mouvement *quilombola* ?

En raison du dynamisme local du mouvement social *quilombola*, le municiple d'Eldorado a été pris comme point de départ de ce travail. Dans les prochaines parties, cette communication présentera un bref historique de la région, principalement en ce qui concerne les communautés *quilombolas*, et proposera une réflexion sur la place des ces dernières dans le débat et les choix autour du développement régional.

De l'esclavage à l'abandon social

Bassin hydrographique le plus préservé de la Mata Atlântica, le Vale do Ribeira a été exploité très tôt par les Portugais qui y débarquèrent tout de suite après la « découverte » du Brésil. La région apparaissait comme stratégique, étant donné que Cananéia était situé à la pointe du domaine portugais, selon le Traité de Tordesilhas. Cependant, cette occupation s'est produite de manière dispersée, provoquant l'isolement de la plupart de ses habitants.

Les études historiques et anthropologiques sur l'occupation du Vale do Ribeira, comme celles de Renato da Silva Queiróz (2007), montrent l'importance de l'exploitation minière, motivant la pénétration dans les forêts, en suivant les marges du fleuve Ribeira de Iguape, jusqu'aux pentes escarpées de la Serra de Paranapiacaba. À ce sujet, la principale ville de la région, Registro, est située sur la rive de ce fleuve, de même que les villes des municipes d'Eldorado et de Sete Barras.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le municípe d'Eldorado est pris ici comme principale référence de l'analyse, en considérant que d'importantes communautés de *quilombolas* rémanentes y vivent, des familles dont les ascendants ont, pour la plupart, travaillé dans les mines. L'existence de ces communautés est une caractéristique supplémentaire permettant de distinguer le Vale do Ribeira des autres régions *paulistas* : la modernisation de l'état le plus industrialisé du pays n'ayant pas réussi à asphyxier les formes les plus traditionnelles d'organisation sociale. Ainsi, les projets alternatifs de développement, dans la lignée du débat sur la durabilité, sont plus vigoureux dans cette région que dans d'autres parties du territoire *paulista*, favorisant l'émergence d'éléments particulièrement inhabituels autour de la durabilité.

Pour en revenir à l'histoire de l'occupation de la région, l'exploitation minière s'est mise en place dès le 16^e siècle dans ce territoire appartenant initialement à Vila de Iguape, où se situait également le village de Xiririca (qui en tupi-guarani signifie « rapide » sans doute en référence à la rapidité des eaux du cours médian du Ribeira de Iguape) et qui correspond actuellement au municípe d'Eldorado. A la fin du 18^e et au début du 19^e siècle, l'épuisement des mines aurifères de Minas Gerais a entraîné une affluence considérable d'exploitants miniers et de leurs esclaves vers cette région.

La trajectoire de la fazendeira Joanna Maria illustre bien cette période de rapides changements. Née à Minas Gerais en 1712, elle a exploité pendant de nombreuses années la mine d'or de la fazenda de I vaporundova, située en amont d'Eldorado, grâce à ses esclaves. L'épuisement de la mine, un peu avant sa mort en 1802, la conduisit à affranchir ses esclaves et donner sa propriété à la paroisse de Nossa Senhora do Rosário dos Homens Pretos. Cette petite église avait été construite par ses esclaves qui avaient reçu l'autorisation de l'édifier le dimanche. De ce fait, la chapelle et les terres appartiennent logiquement aux Noirs. Comme le souligne Renato Queiróz (2007, p. 41), il s'agit d'un droit coutumier du système esclavagiste brésilien, consistant à donner des terres et du patrimoine aux communautés captives. À propos de ce phénomène, dans le sud du pays, certains auteurs comme Neide Aparecida da Silva Beraldo (2006) qui s'appuie sur Ilka Boaventura Leite (2004), interprètent que les constantes révoltes des esclaves noirs dans les propriétés *gauchas* conduisaient leurs propriétaires à concevoir une stratégie alimentant l'élaboration du mythe du « bon patron ». Afin d'obtenir l'obéissance et le dévouement des esclaves, les promesses de don de terre et d'affranchissement après la mort des maîtres étaient fréquentes. Concernant les terres, il s'agissait d'un leg avec une clause d'inaliénabilité. L'interdiction de la vente des terres héritées peut également être considérée comme un moyen d'établir des zones destinées aux Noirs, afin d'éviter leur déplacement.

Dans ces conditions, la fin de la captivité à I vaporunduva a conduit les Noirs à pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance, en cultivant les terres fertiles de la région. Selon Renato Queiróz (2006), ces anciens esclaves noirs suivent un type d'organisation sociale et de pratiques productives qui pourrait être considéré comme une économie de subsistance s'appuyant sur un travail de la terre par la famille à l'aide d'instruments rudimentaires de culture. Les principales cultures étaient le riz, les haricots secs, le maïs, le manioc, la canne à sucre et la banane qui étaient complétés par des produits de la pêche et de la chasse.

Il convient ici d'ouvrir des parenthèses pour expliquer que, jusqu'à aujourd'hui, la chasse et la pêche font partie du quotidien des *quilombolas* d'I vaporunduva. À ce sujet, le président de l'association *quilombola* locale rappelle que la pêche (dont le produit fournit une part importante de la diète *quilombola*) a diminué énormément avec l'occupation humaine du Vale do Ribeira. Cependant, la chasse représente encore une part importante dans la gastronomie locale. Cette activité est aujourd'hui contrôlée par les *quilombolas* eux-mêmes. Pratiquée de manière raisonnée, elle n'est destinée qu'à l'alimentation. Les *quilombolas* eux-

mêmes interdisent aux chasseurs de l'extérieur la capture ou la chasse des animaux (entretien réalisé en février 2008).

Concernant l'histoire d'Ivaporunduva, son isolement s'est prolongé jusqu'au milieu du 20^e siècle conservant, tout au long de cette période, une situation d'autonomie accentuée. Pendant près de 200 ans, l'accès difficile a contribué à l'isolement des *quilombolas* face à la société englobante. La crainte de retomber dans les mailles du filet de l'esclavagisme a très certainement conduit ces Noirs à limiter leurs déplacements. Jusqu'à il y a peu, le travail salarié tel qu'il se pratique dans le Vale do Ribeira était vu comme une nouvelle forme d'esclavage, aspect que l'on peut noter dans ce passage du discours d'un *quilombola*, cité par Renato Queiróz (2007, p. 64): « l'esclavagisme est en train de revenir, se répandant sur le peuple. Pas sur tous, bien entendu. Mais sur ceux qui se laissent faire. Ceux qui travaillent pour quarante balles par jour ... même pas de quoi acheter un flacon de médicaments... tandis que les grands propriétaires du coin eux se portent bien : le travail est gratuit, la terre est gratuite. »

En effet, l'isolement *quilombola* s'associe étroitement à celui du Vale do Ribeira, région qui a peu intégré les principales dynamiques *paulistas* (notamment autour de l'expansion de la culture du café). En de rares périodes, le Vale do Ribeira s'est illustré comme un centre économique d'envergure. Entre la fin du 18^e siècle et la moitié du 19^e siècle, la Vila de Iguape a connu une période d'apogée grâce aux ressources issues de l'exploitation minière, mais aussi grâce à l'expansion de la riziculture et de la construction navale. Aujourd'hui, les grandes demeures du centre historique d'Iguape témoignent encore de cette période faste (VALENTIN, 2003).

Dans le cas de la riziculture, la main d'oeuvre esclave a permis son expansion sur les rives fertiles du Vale do Ribeira, en particulier aux abords du port d'Iguape. C'est ainsi que ce municiple est devenu le plus grand producteur de riz du Brésil. De fait, l'accès précaire par voies terrestres était totalement compensé par l'excellent port d'Iguape.

Cela dit, une ambition exagérée autour de ce port explique, de manière pertinente, le déclin économique de la région (explication avancée par exemple en entretien, par le secrétaire exécutif du CONSAD VR - Associação Consórcio de Segurança Alimentar e Desenvolvimento Local do Vale do Ribeira – réalisée en septembre 2007). L'idée de réduire le temps et les difficultés de transport des sacs de riz (réalisé, pour la première partie du trajet, en barques des zones de production jusqu'au Port du Ribeira et, pour la deuxième partie, en charrettes de ce point jusqu'à Iguape) et aussi de diminuer les dépenses de transport a abouti à la conception d'un projet de construction d'un canal de trois kilomètres de long. Commencés en 1827, les travaux de construction du canal Valo Grande ont été totalement achevés vingt-cinq ans plus tard, en 1852. Non obstant, les énormes préjudices autour de ce chantier commencèrent à partir de 1840.

Avec l'augmentation de la vitesse des eaux en raison de la déclivité du canal, la forte érosion, qui empire à l'époque des pluies, provoque un phénomène d'ensablement de la mer d'Iguape aux alentours du port. En outre, cette déviation du Ribeira de Iguape a entraîné des inondations constantes pour les communautés riveraines. Dans peu de temps, les bancs de sable auront totalement envahis le port, empêchant la navigation de grands navires (VALENTIN, 2003). Ainsi, cette limitation du transport naval constitue un frein pour la croissance de l'économie régionale.

Cette situation a donc contribué à isoler Ivaporunduva. Ce n'est qu'à partir de 1950 qu'une nouvelle activité change la routine de la communauté *quilombola* : l'extraction du palmier. Cette dernière s'est développée parallèlement à l'intégration de la communauté, en raison de facteurs multiples, notamment la mise en place de projets de colonisation fondés surtout sur l'immigration japonaise, l'expansion de l'appropriation privée des forêts du Vale

do Ribeira, favorisée par la construction de la BR 116 (à la fin des années 50) et, plus tard, de la route Eldorado–Iporanga (achevée en 1969).

Quant au projet de colonisation officielle, il s'agit d'une occupation ayant précédé la date-clé mentionnée précédemment (1950), touchant un territoire dont la pénétration a été favorisée par le chemin de fer Santos-Juquiá . Dans le but de favoriser le progrès d'une région considérée par les administrateurs du gouvernement de l'état comme « en retard » et « vide », cette intervention a privilégié un modèle d'investissement agricole fondé sur des critères exclusivement mercantiles. Les familles sélectionnées devaient être dotées d'une « capacité de travail », la preuve étant la mise en place de cultures agricoles sur 1/3 de la surface de l'exploitation à la fin de la troisième année succédant à l'installation. Cette preuve était primordiale pour que le colon accède à la pleine propriété. Le public visé par cette politique était les immigrants nippons, considérés comme dotés de qualifications professionnelles et d'attributs psycho-sociaux correspondant aux objectifs de la modernisation. Pendant 10 ans, dans les années 30, des grandes vagues de migration japonaise (10.000 personnes en moyenne par an) arrivèrent au Brésil, en raison, surtout, de l'expérience *paulista* de colonisation (QUEIROZ, 2006).

Il est utile d'insister ici sur l'abandon des Noirs à leur propre sort à la fin de l'esclavage. A ce propos, le débat sur la réforme de l'agriculture qui précède l'abolition de l'esclavage est le signe d'une absence de perspective pour les anciens esclaves. Comme le souligne très bien Fernando Antônio Lourenço (2001), beaucoup de ceux qui défendent la fin de l'esclavage comme un moyen d'encourager le mouvement de modernisation de l'agriculture, avec la diffusion de méthodes modernes de culture, considèrent le Noir comme indolent, dangereux et corrupteur des coutumes. En ce sens, ils ne sont pas considérés comme aptes au projet de transformation de l'agriculture. De sorte qu'il s'agissait de recruter des « travailleurs d'un autre type, plus disciplinés et polis » (LOURENÇO, 2001; p. 138). L'exclusion du Noir (esclave ou libre) est devenue un pilier de la réflexion sur les conditions nécessaires à l'amélioration de l'agriculture brésilienne.

En 1950, la politique de colonisation qui avait privilégié le travailleur d'origine nipponne, déconsidérant totalement les descendants afro-brésiliens, avait déjà été abandonnée. La culture bananière à travers laquelle devait se réaliser la modernisation et le progrès du Vale do Ribeira montrait qu'elle pouvait progresser sans plus d'interventions de l'état en raison de la consolidation des intérêts capitalistes dans la région. Evidemment, cette expansion n'a pas du tout favorisé les petits exploitants, installés dans la région depuis longtemps.

Comme le suggère Jessé Souza (2003), ces derniers intègrent le grand groupe des Brésiliens dotés d'un « *habitus* précaire »¹. En d'autres mots, ces Brésiliens incorporent des schémas cognitifs qui les orientent vers des dispositions et conduites considérées comme peu appropriées et peu utiles à la société capitaliste. Ainsi, ce grand groupe de la population tend à la marginalisation, d'autant plus que, dans les sociétés modernes périphériques comme la brésilienne, il n'y a pas eu d'accord trans-classes en vue de l'intégration sociale. De cette manière, la sous-citoyenneté s'enracine et se propage au Brésil. Dans le Vale do Ribeira, ce phénomène est visible : sans appui, infrastructure ou autre forme d'encouragement, les petits

¹ Inspiré de Pierre Bourdieu, ce concept considère "l'appropriation de schémas cognitifs et évaluatifs transmis et incorporés de manière pré-réflexive et automatique dans le cadre familial dès le plus jeune âge, permettant la constitution de réseaux sociaux, également pré-réflexifs et automatiques, qui cimentent solidarités et identification, d'un côté, et antipathie et préjugés, de l'autre" (SOUZA, 2003, p. 158). En outre, cet auteur brésilien relève une large dissémination de l'*habitus* précaire (un certain type de personnalité jugé improductif et dépravé pour la société capitaliste) comme problème central de l'inégalité sociale au Brésil. L'abandon du Noir crée des conditions perverses de perpétuation de cet *habitus* précaire, conduisant à un cycle ininterrompu de vie marginale et humiliante, dans lequel, le préjugé lié à la couleur est secondaire.

agriculteurs constituent une source de main d'œuvre bon marché et peu qualifiée pour les grandes exploitations agricoles modernes.

Archétype des investissements modernes dans la région, la culture de la banane connaît une croissance incessante depuis la fin du 19^e siècle en partant du littoral, plus précisément des municipes de la Baixada Santista aux alentours du port de Santos, jusqu'à atteindre Sete Barras et Eldorado dans les années 70.

En effet, l'expansion du réseau de routes, permettant l'acheminement de la banane surtout vers la ville de São Paulo, a favorisé la croissance des bananeraies. Cette augmentation est mise en évidence par le fait, souligné par Renato Queiroz (2006) que, en 1982, Eldorado est devenu le plus grand producteur de bananes de l'état de São Paulo (5.014.000 régimes), suivi du municipe de Sete Barras (4.653.000 régimes). Selon les résultats préliminaires du recensement de l'élevage et des cultures agricoles de 2006, Eldorado n'est plus en tête de cette classification. Le municipe se trouve au cinquième rang de la production de banane (83.145 tonnes par an sur 3.615 ha), derrière Miracatu (110.474 tonnes), Registro (108.000 tonnes), Sete Barras (98.800 tonnes) et Juquiá (86.918 tonnes).

Quoiqu'il en soit, dans le quartier noir de Ivaporunduva, c'est l'extraction du palmier, à partir des années 50, qui a modifié le plus profondément les styles productifs de la région. L'aversion pour le travail salarié dans l'agriculture favorisait celui lié à l'extraction du palmier juçara (*Euterpes edulis*) dont la vente permettait un accès, même réduit, aux nouveaux produits arrivés dans la communauté. Cette activité a connu une forte croissance avec l'installation dans la région d'une industrie de conditionnement du palmier (Indústrias Alimentícias Carlos de Britto S.A., propriétaire également de la marque Peixe). A la fin des années 70, l'extraction du palmier juçara est devenue légalement interdite.

Nouvelles perspectives : démocratisation, souveraineté alimentaire et durabilité

Au cours des vingt dernières années, les communautés *quilombolas* connaissent progressivement une certaine reconnaissance sociale. Dans cette perspective, il est possible de présenter trois champs de débat qui permettent de comprendre les raisons de ce changement d'attitude : ceux autour de la démocratie, de la durabilité et de la question alimentaire. Plus bas, des propos seront développés sur ces champs de production d'idées.

Dans d'autres travaux (SCHNEIDER, SILVA et MORUZZI MARQUES, 2004 et MORUZZI MARQUES et FLEXOR, 2007), on a examiné que, au cours des années 80, la transition démocratique a favorisé l'émergence d'un débat politique sur la question de décentralisation, accompagnée de l'idée de participation sociale aux processus d'élaboration, gestion, contrôle et évaluation des politiques publiques. Dans un contexte de méfiance par rapport aux mécanismes de la démocratie représentative, la revendication pour la mise en place d'autres dispositifs politiques et institutionnels plus participatifs a un écho considérable, se répercutant sur les choix publics. Dans le processus démocratique, l'espace local gagne du terrain, ce qui signifie un éloignement des conceptions qui l'identifiait à l'archaïsme et à l'autoritarisme. Dans cette optique, un autre type de vision sur la démocratie se développe notamment par l'inauguration d'espaces publics ouverts à la participation sociale, identifiés comme des « institutions hybrides » par Leonardo Avritzer (2005).

Les processus autour de la décentralisation et de la participation sociale à la prise de décision réveillent des attentes favorables chez les *quilombolas*. De tels espoirs se développent dans un contexte où la reconnaissance du droit à la terre aux communautés *quilombolas* – inscrit dans la Constitution de 1988 grâce à l'article 68 des dispositions transitoires – offre un horizon inédit de possibilités pour l'amélioration de la place des individus noirs dans la société brésilienne.

Très forts dans les années 80 et la première moitié des années 90, les demandes et les mouvements sociaux pour la mise en place d'espaces publics participatifs de prise de décision (les institutions hybrides) ont reculé ces dernières années, entraînant une diminution des innovations démocratiques dans la sphère de l'administration municipale. Ce phénomène paraît être le résultat d'une désillusion d'une part, de ceux qui croyaient aux effets immédiats de cette participation et, d'autre part, de ceux qui la considéraient comme la seule variable de la démocratisation (DAGNINO, 2002).

En tout cas, les associations *quilombolas* s'adressent de plus en plus à des organismes publics susceptibles d'appuyer leurs revendications et leurs projets, notamment, à l'heure actuelle, les « institutions hybrides » au niveau territorial, c'est-à-dire entre l'administration municipale et celle de l'état. Ce niveau a été proposé par le gouvernement fédéral sous le mandat de Luis Inácio Lula da Silva pour concevoir une décentralisation de l'administration publique qui est en construction. A ce propos, les ministères de l'Intégration régionale, du Développement agricole, de l'Environnement et du Développement social proposent une approche de cette nature. Dans le Vale do Ribeira, les politiques et les projets de ces quatre ministères sont débattus au sein du Consórcio de Segurança Alimentar e Desenvolvimento Local (CONSAD), l'instance territoriale responsable d'encourager le débat sur les principes des politiques publiques et sur les allocations de fonds des programmes ministériels.

En ce qui concerne le champ de débat sur la question alimentaire, il vaut peut-être la peine de mentionner que la crise alimentaire éclose en 2008 a mis en évidence les failles du système agroalimentaire mondial en ce qui concerne sa capacité à satisfaire les besoins alimentaires de l'humanité. Cette vision renforce une interprétation selon laquelle la notion de sécurité alimentaire présente certaines ambiguïtés, conduisant les mouvements sociaux à soutenir la notion de souveraineté alimentaire.

Cette notion a vu le jour en 1996, lors du Sommet mondial sur l'alimentation à Rome. La Via Campesina, organisation fondée en 1992 afin de représenter l'agriculture paysanne de la planète, a réfuté la Déclaration finale de cette rencontre, la considérant comme très productiviste. Selon la Via Campesina, l'accès aux aliments en termes quantitatifs et qualitatifs, ne peut pas se résumer à l'offre d'aliments à bas prix.

En effet, la position productiviste suppose et propage l'idée que le commerce international constitue un facteur clé pour la sécurité alimentaire. Dans ce raisonnement, son développement favoriserait la réduction des prix des aliments, ce qui satisferait déjà les conditions requises pour la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Toutefois, les déséquilibres internationaux sont si importants que, après plus d'une décennie de mesures anti-protectionnistes (plus effectives dans le Sud que dans le Nord) en faveur du commerce de produits agroalimentaires, l'augmentation de la production n'est pas accompagnée d'une amélioration de l'alimentation pour une grande partie de la population mondiale.

Ainsi, on observe une augmentation du mouvement en faveur des agricultures locales en raison de ses multiples vocations (sociales, environnementales et culturelles²), constituant la base pour la recherche de solutions en vue d'une alimentation de qualité. Dans cet esprit, la réflexion et la mobilisation autour de la souveraineté alimentaire se développent, y compris au Brésil, favorisant, dans une certaine mesure, la reconnaissance de pratiques agricoles effectuées par des groupes sociaux considérés jusqu'à présent comme incapables de contribuer au développement national, parmi eux les agriculteurs *quilombolas*.

Enfin, en ce qui concerne le champ de débat sur la durabilité³, on peut reprendre le problème évoqué plus haut concernant la menace qui pèse sur le palmier *juçara* pour illustrer

² D'ailleurs, ces idées s'approchent de celles autour du débat sur la multifonctionnalité de l'agriculture. Voir Maria José Carneiro et Renato Maluf (2003).

³ Rejoignant les idées de Roberto José Moreira (2000), le développement durable est vu ici comme un concept inachevé et qui présente des perspectives antagonistes.

un phénomène social pertinent pour notre étude. L'extraction intense du cœur de ce palmier qui avait conduit à l'interdiction de sa coupe a débouché sur la mise en place d'une série de projets en vue de sa réimplantation dans les terres du Vale do Ribeira. Dans cette perspective, les communautés *quilombolas* se sont transformées, dans une certaine mesure, en gardiennes de la conservation, avec le repeuplement et l'utilisation durable du palmier *juçara*⁴. Une telle idée est proposée par l'Instituto Socioambiental, responsable de la mise en place d'un projet qui prévoit « la participation effective de représentants communautaires dans la mise en œuvre des activités de construction de serres, repeuplement de *juçara* et implantation de systèmes agroforestiers. Ce projet envisage également de promouvoir des espaces de discussions sur l'utilisation multiple du palmier *juçara* en vue de créer des sources de revenu dans les communautés, entraînant la diminution de l'exploitation clandestine du cœur de palmier dans la Mata Atlântica » (INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL, 2008).

Cette re-signification du rôle social, environnemental et culturel des *quilombolas* constitue une question majeure des débats et conflits contemporains dans la région. En effet, les communautés noires du Vale do Ribeira, comme c'est le cas d'Ivaporunduva, semblent prendre conscience de leur capacité à devenir des acteurs-phares d'un autre processus de développement. Dans cette perspective, le président de l'association d'Ivaporunduva considère que le débat sur la durabilité favorise une reconnaissance sociale des groupes *quilombolas* dans la mesure où leurs modes de vie, d'exploitation agricole et d'occupation territoriale sont beaucoup moins destructeurs que ceux de la société moderne urbaine et industrielle.

Dans cet état d'esprit, les *quilombolas* sont dans les premiers rangs de la résistance contre le projet de construction du barrage Tijuco Alto, à l'origine d'une forte polémique. Un tel projet est vu par les dirigeants *quilombolas* comme un affront à la perspective du développement durable. A ce propos, il convient de présenter les principales critiques contre l'installation de cette usine hydroélectrique dans le Alto Ribeira de Iguape :

1. L'utilisation d'un bien collectif à des fins privées : l'énergie générée sera exclusivement destinée à la Compagnie brésilienne d'aluminium afin de répondre à la croissance d'une unité de production située dans la région voisine de Sorocaba, ce qui permet d'estimer que les avantages pour le Vale do Ribeira seront infimes ;
2. En tant que fleuve de moyenne dimension, le Ribeira de Iguape est le dernier dans l'Etat de São Paulo sans barrage. Ainsi, il est considéré comme un « fleuve témoin », dans la mesure où il peut révéler l'intensité des impacts sociaux et environnementaux provoqués par les interventions humaines sur l'ensemble des fleuves ;
3. Les emplois créés seront, en majorité, de caractère temporaire (pendant les travaux), avec des bas salaires, sans formation professionnelle pour les habitants de la région. Après la conclusion des travaux, la situation va empirer, car les emplois restants s'adresseront à des professionnels hautement qualifiés, signifiant le recours à une main d'œuvre non locale (INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL, 2008);
4. Les impacts environnementaux de cette œuvre dans la zone la plus préservée de l'état de São Paulo sont peu connus : les études de cette nature (EIA/RIMA) présentent plusieurs incertitudes quant aux effets de cette intervention sur la qualité de l'eau, sur le changement du régime hydrique, sur la préservation de nombreuses grottes de la région et, surtout, sur l'organisation sociale et économique régionale (INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL, 2008) ;
5. La mise en place de ce barrage s'associe à un modèle de développement excluant et dévastateur. Il s'agit de maintenir en marche les engrenages de la société moderne, ce qui

⁴ Cette perspective s'associe à celle qui considère l'agriculture familiale comme capable de jouer un rôle majeur dans un processus de transition vers une économie plus durable. Au-delà de la production agroalimentaire, les agriculteurs familiaux sont plus aptes à sauvegarder le paysage et la biodiversité (SACHS, 1993).

perpétue l'exclusion sociale et le processus d'appropriation concentrée des richesses générées. De plus, ce modèle ne conçoit la nature que comme une ressource qui peut être transformée en marchandise, sans trop de soucis par rapport à la préservation d'un équilibre écologique ;

6. Les populations traditionnelles du Vale do Ribeira ne bénéficieront pas de la mise en œuvre de ce projet. Plus grave, ces groupes sociaux deviendront plus vulnérables dans la mesure où la perspective de développement qui accompagne le projet en question ne prend pas en compte la culture régionale et l'histoire d'occupation de la terre par les communautés rurales.

Enjeux autour du développement du Vale do Ribeira

Sans aucun doute, le débat sur ce projet hydroélectrique révèle les enjeux autour du développement de la région. Pour cette réflexion, il convient de s'interroger sur l'histoire des *quilombolas* marquée par la marginalisation et dans quelle mesure cette caractéristique amène à des préjugés contre leurs idées. Dans cette perspective, il est également opportun de discuter les stratégies des associations *quilombolas* afin de diffuser leurs points de vue et d'obtenir des appuis pour leurs projets. A ce propos, ce travail s'intéresse aux questions autour des forums locaux de débat et prise de décision sur le développement, notamment en ce qui concerne leur perméabilité à la circulation des idées et leur contribution à la transparence des positions en concurrence.

De toute évidence, l'ascension sociale *quilombola* provoque une réaction embarrassée et, parfois, hostile d'autres acteurs locaux, révélant un ancrage persistant dans des références productivistes, défavorables aux projets alternatifs des populations historiquement marginalisées⁵. A certaines occasions, au cours de notre travail sur le terrain, les *quilombolas* ont été présentés comme un groupe recevant un appui démesuré de la part des pouvoirs publics, ce qui pourrait freiner le développement de la région.

Il convient ici d'insister sur l'idée que les *quilombolas* peuvent être considérés comme un groupe qui ne possède pas une discipline productive et des dispositions entrepreneuriales ajustées aux logiques capitalistes,⁶ c'est-à-dire doté d'un « *habitus* précaire ». Ce phénomène de classification sociale peut être associé au processus de civilisation des sociétés occidentales, comme il est conçu par Nobeit Elias (1994 et 1995).

En effet, cet auteur nous offre des idées très fécondes pour penser aux logiques qui orientent nos postures sociales. Ses études révèlent comment le comportement peu raffiné, provenant de l'animalité ou fruit de la nature, devient progressivement déprécié depuis, surtout, la société de cour, qui constitue le foyer de diffusion de normes de conduites sociales dans l'Occident. Il est clair que ce processus amène à une forte modération des émotions et à l'auto-contrôle des pulsions chez les individus, permettant un horizon plus large de planification et un type de vie moins risquée. Toutefois, de tels changements conduisent à un mépris et à un déclassement de tout ce qui puisse rappeler, de loin ou de près, l'origine animale de l'homme. Effectivement, cette évolution sociale contribue décidément à la tendance de l'homme à se voir de manière séparée de la nature, objet de son contrôle et exploitation, favorisant une vision très peu sensible à l'environnement.

⁵ Cette marginalisation se reflète dans la structure foncière d'Eldorado : les 610 exploitations familiales de ce municiple (75,7% du total) occupent 16.121 ha (14,8% des terres considérées) tandis que les 191 exploitations patronales (23,7%) s'étendent sur 91.799 ha, soit 84,1% des terres (MDA, 2009).

⁶ Comme Le suggère Boaventura de Souza Santos (2001), l'ordre moderne présuppose des normes et repères qui conduisent à une homogénéité. La raison de cet ordre justifie la bureaucratisation de l'Etat, les lignes de montages industriels et les valeurs mercantiles qui renforcent un modèle de conduite attendue pour tous.

Dans le cas rural et agricole, ce type de regard a favorisé une grande négligence face aux particularités de l'activité agricole, ce qui amène à la conception d'un retard attribué à l'agriculture (SERVOLIN, 1989). Par conséquent, cette dernière devient un objet de plus en plus subordonné au développement industriel, l'idée selon laquelle l'agriculture joue des fonctions strictement économique et industrielles pour les sociétés modernes étant fort révélatrice de ce type de vision.

Au cours des dernières années, le débat autour des problèmes sociaux et environnementaux a incorporé certains points de vue jusqu'alors très peu considérés sur le développement et l'agriculture. C'est dans le sillon de ce débat que les dirigeants *quilombolas* soulignent leurs atouts en faveur de la durabilité. A cet égard, le tourisme « ethnico-culturel » d'Ivaporunduva, de plus en plus prisé, fournit des éléments pertinents pour l'analyse des enjeux. De caractère pédagogique, ce type de tourisme s'oriente surtout vers l'accueil de groupes d'étudiants des couches moyennes issus de la ville de São Paulo. Selon le président de l'association locale, ces occasions sont propices pour une plongée dans la culture *quilombola*, notamment en ce qui concerne son agriculture et son alimentation. La comparaison entre une agriculture écologique et une autre industrielle (productiviste) est fréquente dans le discours de ce dirigeant associatif, marqué par la critique contre le modèle de modernisation conservatrice de l'agriculture et les visions mettant en avant les exigences de l'économie.

Dans l'approche de notre recherche, la circulation de cette critique, en particulier dans les instances hybrides de débat et de prise de décision, permet de discuter dans quelle mesure la nouvelle architecture démocratique favorise un équilibre des forces sociales et politiques. A ce propos, on peut identifier une tendance des associations *quilombolas* à s'adresser aux institutions hybrides territoriales au détriment des municipales.⁷ Dans ce cadre, il convient de souligner que la solution territoriale connaît des difficultés opérationnelles considérables en raison surtout de l'inexistence de division administrative intermédiaire entre les états brésiliens et les municipes. Comme l'évoque le secrétaire exécutif du CONSAD, « le territoire (en tant que niveau de pouvoir politique au-dessus des municipes) n'est pas prévu dans les règles fédératives brésiliennes ».

Par ailleurs, on peut constater que les conseils municipaux d'Eldorado (en particulier, celui de développement rural) ne font pas l'objet d'une action centrale destinée à faire valoir la cause des mouvements *quilombolas*. Ainsi, ce forum tend à reproduire les décisions prises par le pouvoir exécutif municipal, presque sans débat. D'ailleurs, il est opportun de noter que le président du conseil municipal de développement rural est un homme noir, résident dans une communauté où les habitants réclament une identité *quilombola*. Néanmoins, son discours s'écarte beaucoup des projets soutenus par les associations *quilombolas* d'Eldorado et région. De toute évidence, son point de vue rejoint une conception productiviste du développement, dont l'industrialisation est le moteur.⁸ Parmi ses idées, on peut remarquer qu'il considère l'agriculture moderne et productive comme essentielle, ce qui le conduit à voir de façon très favorable la culture intensive de banane à grande échelle, dont l'expansion ne devrait pas être limitée par des mesures environnementales.

Dans ses propos, ce dirigeant montre, d'une part, une aversion pour la mobilisation populaire, manifestant surtout un désaccord par rapport aux formes de protestation contre le projet de construction de l'usine hydroélectrique de Tijuco Alto et, d'autre part, un conformisme prononcé par rapport aux décisions prises par les élus et par les grands entrepreneurs. A l'évidence, son attitude et ses valeurs sont jugées plus admissibles aux yeux

⁷ Il convient également de signaler que les *quilombolas* du Vale do Ribeira sollicitent souvent des financements pour leurs projets directement auprès des institutions du gouvernement, en particulier du gouvernement fédéral.

⁸ Cette conception permet d'évoquer un ordre de justification industriel, comme le proposent Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991).

des décideurs locaux en ce qui concerne le développement rural. Dans une grande mesure, on peut parler ici de l'incorporation de l'*habitus* considéré comme productif et favorable aux logiques capitalistes, rejoignant les interprétations de Jessé Souza selon lesquelles le racisme doit être analysé sur un plan secondaire pour expliquer la marginalisation de l'homme noir dans la société moderne brésilienne.

Quoi qu'il en soit, le mouvement quilombola arrive à diffuser son message grâce notamment à de grandes manifestations à l'occasion de dates clés. Par exemple, le 14 mars 2007, journée internationale de mobilisation contre les barrages, à peu près dix mille personnes selon les sources *quilombolas* ont participé à une marche de protestation (organisée par le mouvement en question et ses alliés) contre le projet de construction du barrage de Tijuco Alto. Enfin, en octobre 2008, l'élection pour la première fois d'un représentant du mouvement *quilombola* (inscrit dans le Parti des travailleurs, PT, fondé à Eldorado par des militants *quilombolas*) à la chambre législative municipale peut révéler une acceptation locale croissante des projets de ce groupe social.

Conclusion

Effectivement, notre travail a constaté différents référentiels de durabilité autour du débat sur le développement du Vale do Ribeira. A Eldorado, la forte représentation des groupes *quilombolas* imprime certains traits particuliers pour l'interprétation sur ces enjeux, leur perspective de développement durable contrariant un point de vue favorable aux grands projets agroindustriels ou hydroélectriques.

Dans cette dernière optique, les *quilombolas* sont considérés comme un obstacle au développement. Toutefois, le processus de démocratisation et le débat sur la souveraineté alimentaire et sur la durabilité tendent à favoriser une reconnaissance sociale des styles de vie *quilombola*. De fait, des dirigeants *quilombolas* interrogés évoquent l'idée que ces champs de débats, surtout celui sur le développement durable, ont promu le rythme de vie et les pratiques sociales *quilombolas* à un autre degré de légitimité.

En ce qui concerne les forums de débats sur le développement, la stratégie du mouvement quilombola considère peu les instances hybrides au niveau municipal, privilégiant le niveau territorial. Néanmoins, ces dernières ne constituent pas encore un espace public consolidé en tant qu'instance de concertation et de prise de décision autour des politiques publiques, même s'il y a des efforts considérables en faveur de sa structuration. En tout état de cause, les représentants quilombolas arrivent à imprimer autre ligne de réflexion dans le débat sur le développement de la région, contestant la vision productiviste et obtenant des appuis importants pour rendre plus visible leurs aspirations sociales, culturelles, économiques et environnementales.

Références bibliographiques

- AVRITZER, Leonardo [org.] (2005), *Instituições híbridas e participação no Brasil e na França, Teoria e Sociedade*, Departamento de Ciência Política e de Sociologia e Antropologia, número especial, Belo Horizonte: UFMG.
- BERALDO, Neide Aparecida da Silva (2006), *Agricultores quilombolas, mediadores sociais e segurança alimentar: uma análise a partir das condições e estratégias de acesso aos alimentos da comunidade Maçambique/RS*, Mémoire soutenu au Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Rural da UFRGS, Porto Alegre.

BOLTANSKI, Luc et THÉVENOT, Laurent (1991), *De la justification: les économies de la grandeur*, Paris: Gallimard.

CARNEIRO, Maria José et MALUF, Renato [org.], *Para além da produção: multifuncionalidade e agricultura familiar*, Rio de Janeiro: Mauad, 2003.

CASTRO, Josué (2001), *A geografia da fome: o dilema brasileiro, pão ou aço*. Civilização Brasileira: Rio de Janeiro.

DAGNINO, Evelina [org.] (2002), *Sociedade Civil e Espaços Públicos no Brasil*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 2002.

ELIAS, Norbert (1994), *O processo civilizador. Formação do Estado e civilização*, volume 2, São Paulo: Jorge Zahar.

ELIAS, Norbert (1995), *O processo civilizador. Uma história dos costumes*, volume 1, São Paulo: Jorge Zahar.

FERNANDES, Florestan (1964), *A integração do negro à sociedade de classes*, Rio de Janeiro: Centro Brasileiro de Pesquisas Educacionais/Instituto Nacional de Estudos Pedagógicos/Ministério da Educação e Cultura.

INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL, disponível sur <http://www.socioambiental.org/inst/camp/Ribeira>, dernier accès le 28/01/2008.

INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL, Vale do Ribeira, disponível sur <http://www.socioambiental.org/prg/rib.shtm>, dernier accès le 10/04/2008.

LEITE, Ilka Boaventura (2004), *O legado do testamento: a comunidade de Casca em perícia*, Porto Alegre: Editora da UFRGS.

LOURENÇO, Fernando Antônio (2001), *Agricultura ilustrada: liberalismo e escravidão nas origens da questão agrária brasileira*, Campinas: Editora da UNICAMP.

MDA, Novo retrato da agricultura familiar; o Brasil redescoberto, INCRA/MDA, disponível sur <http://200.252.80.30/sade/>, dernier accès le 12/06/2009.

MOREIRA, Roberto José (2000), « Críticas ambientalistas à Revolução verde », *Estudos sociedade e agricultura*, n° 15, Rio de Janeiro, CPDA/UFRRJ, pp. 39-52.

MORUZZI MARQUES, Paulo Eduardo et FLEXOR, Georges (2007), “Conselhos municipais e políticas públicas de desenvolvimento rural: questões em torno do debate sobre os papéis sociais e ambientais da agricultura”, *Cadernos do CEAM (UnB)*, v. 7, pp. 45-66.

QUEIROZ, Renato da Silva (2006), *Caipiras negros no Vale do Ribeira: um estudo de antropologia econômica*. São Paulo: Editora da Universidade de São Paulo.

SACHS, Ignacy (1993), *Estratégias de transição para o século XXI: desenvolvimento e meio ambiente*, São Paulo: Fundap e Studio Nobel.

SANTOS, Boaventura de Souza (2001), *A crítica da razão indolente: contra o desperdício da experiência*, São Paulo: Cortez.

SCHNEIDER, Sergio, SILVA, Marcelo K. e MORUZZI MARQUES, Paulo Eduardo [org.] (2004) *Políticas públicas, participação social no Brasil rural*. Porto Alegre: Editora da UFRGS.

SERVOLIN, Claude (1989), *L'agriculture moderne*, Paris: Editions du Seuil.

SOUZA, Jessé (2004), *A construção social da sub-cidadania*, Belo Horizonte: Editora da UFMG.

VALENTIN, Agnaldo (2003), « Comércio marítimo de abastecimento: o porto de Iguape (SP), 1798-1880 », V Congresso Brasileiro de História Econômica, ABPHE, Caxambu/MG.